

Convention collective

IDCC : **8414** | **EXPLOITATIONS HORTICOLES, MARAÎCHÈRES  
ET DE PÉPINIÈRES**  
**(Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle et Vosges)**  
**(5 novembre 2019)**

## Avenant n° 2 du 4 mai 2020

NOR : AGRS2097174M

IDCC : 8414

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**Par mandat de la FNSEA et de la FRSEA Grand Est, la FNPHP Lorraine ;**

**Par mandat de la FNSEA et de la FRSEA Grand Est, légumes de France,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**Union professionnelle régionale agroalimentaire CFDT Grand Est ;**

**Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des  
tabacs et des activités annexes FO ;**

**Union régionale des syndicats CFTC Agri ;**

**Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

### Article 1<sup>er</sup>

Le paragraphe de l'article 24 relatif à la prime annuelle est complété comme suit :

« À partir de 1 an de présence dans l'entreprise, une prime annuelle, correspondant à 1 demi-mois de salaire brut de base, est versée aux "techniciens et agents de maîtrise (TAM)" de niveau I, échelon 1 et de niveau I, échelon 2. »

Le reste de l'article reste inchangé.

### Article 2

Les dispositions du présent avenant prennent effet à compter du 1<sup>er</sup> mai 2020.

### Article 3

Les dispositions du présent avenant sont applicables de façon indifférenciée à l'ensemble des entreprises relevant de la branche. Elles concernent donc de façon identique les entreprises de moins de cinquante (50) salariés et de cinquante (50) salariés et plus, afin de garantir à l'en-

semble des salariés de la branche une couverture uniforme dont les garanties ont tenu compte lors de leur définition de la structure et de la taille des entreprises de la branche.

#### **Article 4**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à l'unité départementale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Grand Est, en l'absence d'opposition dans un délai de 15 jours suivant sa signature.

*Fait à Laxou, le 4 mai 2020.*

(Suivent les signatures.)